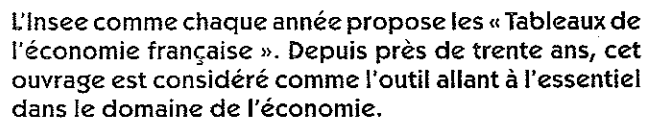


3283



Présenté sous forme de double page, chaque thème est traité de façon synthétique avec une volonté pédagogique. Un index par mot-clé permet de retrouver aisément l'information recherchée.

Accessibles à tous, les « Tableaux de l'économie française » abordent avec autant d'efficacité des thèmes d'actualité comme la parité, les revenus ou la culture.

Cette nouvelle édition contient de nombreuses données sur l'Europe à 25.

ISSN 1639-4968 : RÉFÉRENCES-Insee
ISSN 0039-8802 : TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE
ISBN 2-11-068336-8
RÉF. TEF05

[illegible]

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

SOMMAIRE

TERRITOIRE - POPULATION

1. Territoire	1.1 Pays du monde	10
	1.2 Régions - Départements	12
	1.3 Départements et territoires d'outre-mer	14
	1.4 Villes du monde	16
	1.5 Villes de France	18
2. Environnement	2.1 État de l'environnement	20
	2.2 Pollution	22
3. Population	3.1 Accroissement de la population	24
	3.2 Mariages - Divorces	26
	3.3 Familles	28
	3.4 Natalité - Fécondité	30
	3.5 Mortalité - Espérance de vie	32
	3.6 Population par âge	34
	3.7 Catégories sociales	36
	3.8 Parité hommes-femmes	38

SOCIÉTÉ - MODES DE VIE

4. Consommation	4.1 Consommation des ménages	42
	4.2 Équipement des ménages	44
	4.3 TIC - Multimédias	46
	4.4 Vacances - Loisirs - Sports	48
	4.5 Culture	50
5. Logement	5.1 Habitat	52
	5.2 Propriétaires et locataires	54
6. Enseignement	6.1 Enseignements des 1 ^{er} et 2 nd degrés	56
	6.2 Établissements et enseignants	58
	6.3 Enseignement supérieur	60
	6.4 Niveaux de formation	62
7. Santé	7.1 Maladies - Accidents	64
	7.2 Personnels et équipements de santé	66
	7.3 Dépenses de santé	68
	7.4 Tabac - Alcool - Toxicomanie	70
8. Justice	8.1 Criminalité - Délinquance	72
	8.2 Justice	74

EMPLOI - REVENUS

9. Emploi	9.1 Population active	78
	9.2 Chômage	80
	9.3 Politiques d'emploi	82
	9.4 Durée et conditions de travail	84
	9.5 Emploi de la Fonction publique	86
	9.6 Emploi des étrangers	88
	9.7 Emploi des jeunes	90
	9.8 Effectifs des branches	92
10. Revenus	10.1 Salaires des entreprises	94
	10.2 Salaires de la Fonction publique	96

ÉCONOMIE - FINANCES

11. Économie générale	11.1 Résultats économiques de l'année	110
	11.2 Croissance - Productivité	112
	11.3 Production des branches	114
	11.4 Prix à la consommation	116
12. Monnaie - Marchés financiers	12.1 Monnaie - Crédit	118
	12.2 Épargne - Patrimoine	120
	12.3 Bourse - Marchés financiers	122
13. Finances publiques	13.1 Budget de l'État	124
	13.2 Impôts et cotisations sociales	126
	13.3 Dépenses budgétaires	128
	13.4 Finances publiques locales	130
	13.5 Union monétaire européenne	132
14. Échanges extérieurs	14.1 Données générales	134
	14.2 Balance commerciale	136
	14.3 Clients et fournisseurs	138
	14.4 Investissements internationaux	140

SYSTÈME PRODUCTIF

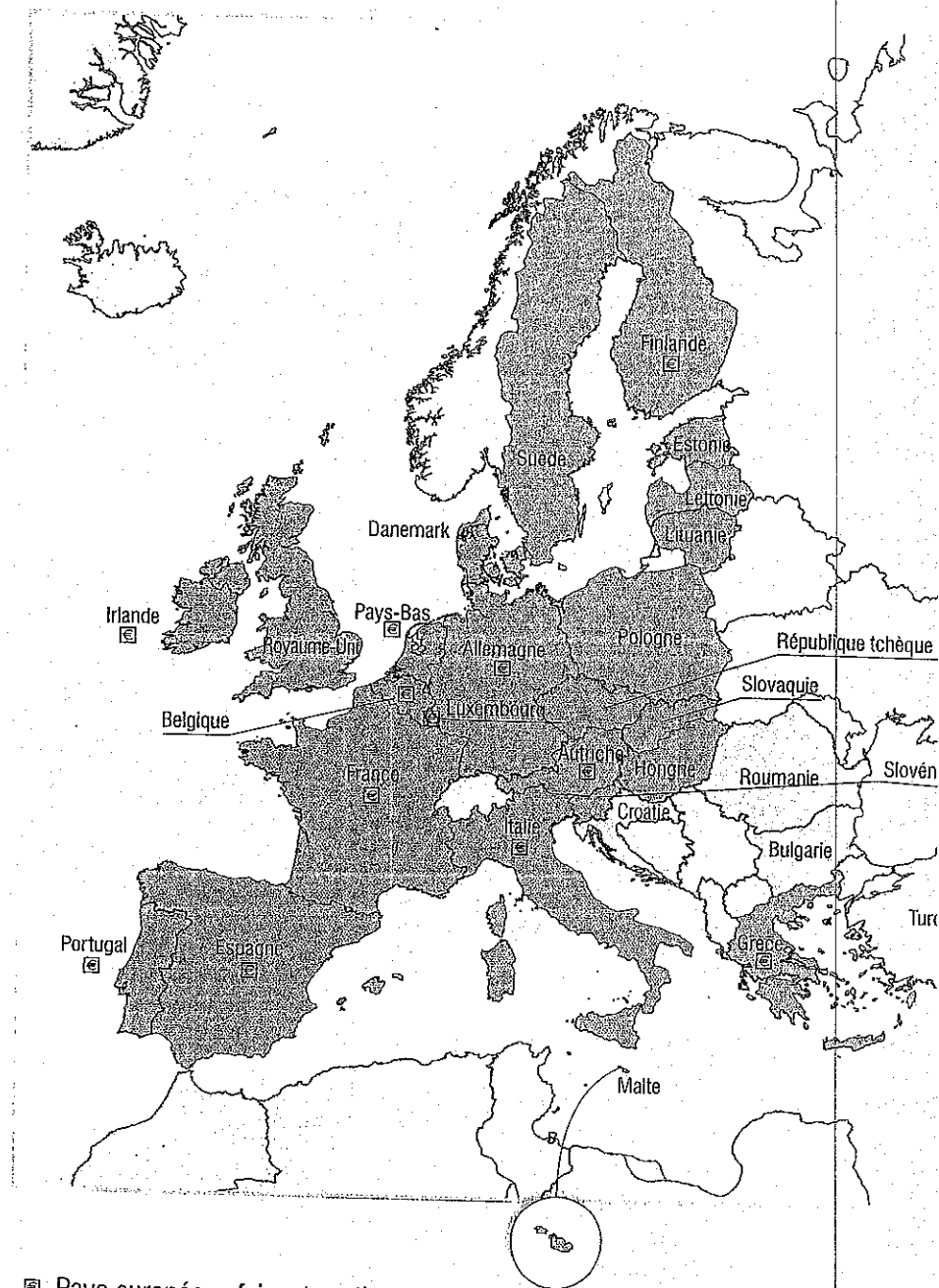
15. Entreprises	15.1 Démographie d'entreprises	144
	15.2 Caractéristiques des entreprises	146
	15.3 Grandes entreprises mondiales	148
	15.4 Grandes entreprises françaises	150
	15.5 Entreprises publiques	152
	15.6 Artisanat	154
	15.7 Innovation	156
16. Agriculture - Pêche	16.1 Revenus et productions agricoles	158
	16.2 Exploitations agricoles et pêches	160
17. Industrie - Construction	17.1 Industrie agroalimentaire	162
	17.2 Production industrielle	164
	17.3 Industrie automobile	166
	17.4 Construction - Travaux publics	168
18. Énergie	18.1 Bilan énergétique	170
	18.2 Pétrole - Charbon	172
	18.3 Électricité - Gaz	174
19. Commerce - Services	19.1 Commerce	176
	19.2 Transports de voyageurs	178
	19.3 Transports de marchandises	180
	19.4 Banques - Assurances	182
	19.5 Services non financiers	184
	19.6 Information - Communication	186
	19.7 Audiovisuel	188
	19.8 Recherche & Développement	190
	19.9 Tourisme	192

L'Europe, les États-Unis et le Japon en 2004

Année d'entrée dans l'Union européenne	Population	PIB	Prix à la consommation**	Taux de chômage	Dépenses de R & D*** en 2003	Emissions de gaz à effet de serre en 2003	
	millions	par habitant SPA*	%	%	% du PIB	millions de tonnes équivalent CO ₂	
Union européenne à 25							
Allemagne	1958	82,6	24 300	2,2	9,5	2,50	1 017,5
Autriche	1995	8,1	27 200	2,5	4,5	2,22	91,6
Belgique	1958	10,4	26 500	1,9	7,8	2,33	147,7
Chypre	2004	0,9	18 200	3,9	5,0	0,33	9,2
Danemark	1973	5,4	27 200	1,0	5,4	2,60	74
Espagne	1986	42,5	p 22 000	3,3	10,8	1,11	402,3
Estonie	2004	1,3	11 100	4,8	9,2	0,77	21,4
Finlande	1995	5,2	25 600	0,1	8,8	3,51	85,5
France	1958	58,2	p 24 800	p 2,2	9,7	2,18	557,2
Grèce	1981	11,0	18 300	3,1	10,5	0,62	137,6
Hongrie	2004	10,1	13 500	5,5	5,9	0,97	83,2
Irlande	1973	4,1	p 31 000	2,4	4,5	1,12	67,8
Italie	1958	57,8	p 23 500	2,4	8,0	1,16	569,8
Lettonie	2004	2,3	9 700	7,4	9,8	0,39	10,5
Lituanie	2004	3,4	10 700	2,8	10,8	0,68	17,2
Luxembourg	1958	0,5	p 49 700	3,5	4,2	1,71	11,3
Malte	2004	0,4	16 000	1,9	7,3	0,28	2,9
Pays-Bas	1958	16,3	p 26 700	p 1,2	4,6	1,89	214,8
Pologne	2004	38,2	p 10 500	4,4	18,8	0,59	e 384,0
Portugal	1986	10,5	p 16 200	2,6	6,7	0,79	81,2
République tchèque	2004	10,2	15 900	2,5	8,3	1,35	145,4
Royaume-Uni	1973	59,7	p 26 500	1,6	4,7	1,87	651,1
Slovaquie	2004	5,4	11 600	5,8	18,0	0,57	51,7
Slovenie	2004	2,0	17 400	3,3	6,0	1,53	19,8
Suède	1995	9,0	25 900	-0,9	6,3	4,27	70,6
Pays candidats à l'UE							
Bulgarie	///	7,8	p 6 700	6,1	11,9	0,50	*****62,4
Croatie	///	4,4	p 10 300	1,12	...
Roumanie	///	21,7	p 7 100	11,9	7,1	0,40	*****136,5
Turquie	///	71,3	p 6 500	...	10,3	0,66	...
Autres pays							
États-Unis	///	293,6	34 600	1,9	5,5	p 2,76	6 900,2
Japon	///	127,6	p 25 900	-0,3	4,7	3,12	*****1 299,4

* SPA : Standard de Pouvoir d'Achat, unité de mesure plus stable que l'euro courant qui peut-être soumis à de fortes fluctuations conjoncturelles. Son usage facilite les comparaisons internationales. ** Indices en glissement annuel en décembre, en janvier pour les États-Unis et le Japon. Taux de variation moyen annuel pour la Bulgarie et la Roumanie. *** La plupart des données sont provisoires ou estimées. Année 2002 pour l'Italie, Malte, le Royaume-Uni, la Croatie, la Turquie et le Japon ; 2001 pour les Pays-Bas et la Suède ; 2000 pour le Luxembourg. **** 1990 pour l'ex-RDA. ***** 2002, sauf Japon 2001.

Sources : Eurostat, Population reference bureau, OCDE, UNFCCC.



☐ Pays européens faisant partie

PRÉSENTATION

En 2004, selon le PRB, la population mondiale est estimée à 6,4 milliards de personnes. Le taux de croissance annuel moyen est de 1,3 % entre 1975 et 1990. Un tiers de la croissance démographique est dû à l'Inde (33 %) et la Chine (12 %). La baisse de la fécondité et l'allongement de l'espérance de vie continuent de remodeler la pyramide des âges dans tous les pays du monde, le poids relatif des personnes âgées augmentant par rapport à celui des jeunes. Près de la moitié de la population réside en zone urbaine. Entre 2005 et 2015, les zones urbaines des régions en développement absorberont la quasi totalité de la croissance de population au niveau mondial. En 2004, l'Union européenne à 25 compte 495 millions d'habitants soit 7,2 % de la population mondiale. Selon les projections de population du PRB, elle devrait atteindre 577 millions en 2025 et 645,4 millions en 2050 soit respectivement 5,9 % et 4,8 % de la population mondiale. L'arrivée des 10 nouveaux membres augmente la population de près de 10 millions d'habitants, mais le rythme de croissance démographique du nouvel ensemble est plus faible. Les migrations constituent désormais le facteur essentiel de croissance de la population de l'Union européenne. Selon les projections des Nations Unies, la population mondiale atteindrait (dans l'hypothèse moyenne de fécondité) 7,9 milliards en 2025 et 9 milliards en 2050. Avec des taux de croissance annuels supérieurs à 2,5 % entre 2000 et 2050, la population du Burkina Faso, du Mali, du Niger, de la Somalie, de l'Ouganda et du Bénin devraient quadrupler, passant de 85 à 339 millions au total. À l'inverse elle diminuerait de 14 % au Japon, 22 % en Italie et entre 30 et 50 % en Bulgarie, Estonie, Géorgie, Lituanie, Russie et Ukraine. La baisse de la fertilité conduira à un vieillissement rapide de la population, en particulier dans les pays développés [1] [2] [3].

DÉFINITIONS

- **Population mondiale.** Les estimations de population, fondées sur des données nationales officielles, des estimations de l'ONU (Division de la Population) ou du Bureau of Census des États-Unis, sont de précision variable selon le degré de développement des pays concernés.
- **Population reference bureau (PRB).** Cet organisme indépendant à but non lucratif, situé à Washington, travaille à partir de sources diverses : division de la Population des Nations unies, US Bureau of the Census, Banque mondiale, Union européenne, Conseil de l'Europe, offices nationaux de statistique, centres de recherche. Les chiffres donnés pour 2004 sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du PRB (début 2004). Pour certains pays, ils peuvent remonter à plusieurs années. Une variation importante d'une année sur l'autre peut s'expliquer par un recensement récent.
- **Population urbaine.** Les services statistiques de chaque pays définissent la population urbaine et délimitent les villes selon leurs propres critères. Habituellement, la population habitant dans des villes de 2 000 habitants ou plus ou dans des capitales provinciales ou nationales est urbaine.
- **Projections de population pour 2025 et 2050.** Elles sont fondées sur des hypothèses raisonnables quant à l'évolution de la fécondité, de la mortalité et de la migration. Les données proviennent de projections nationales officielles ou publiées par l'ONU, le Bureau du recensement des États-Unis ou le PRB. Elles sont régulièrement révisées.
- **Russie.** L'ex-URSS comprenait douze états : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldavie, l'Ouzbékistan, la Russie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ukraine. Dans le tableau ci-contre, l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie et la Russie sont comptabilisés en Europe, les huit autres républiques en Asie.
- **Serbie et Monténégro.** La République fédérale de Yougoslavie a cessé d'exister depuis le 4 février 2003 et a cédé la place à l'État de Serbie et Monténégro.

en bref, Population et conditions sociales, Eurostat, n° 13, 2004.

SOURCES

[1] « 2004 Fiche de données sur la population mondiale », Population reference bureau (PRB) (www.prb.org).

Population, densité et part de la population urbaine des principaux pays (mi-2004) [1] [4]

Pays	Population millions	Densité moyenne hab./km²	Population urbaine %	Pays	Population millions	Densité moyenne hab./km²	Population urbaine %
Europe	731,4	32	74	Mozambique	19,2	24	29
Allemagne	82,6	231	88	Nigeria	137,3	149	36
Autriche	8,1	97	54	Ouganda	26,1	108	12
Belgique	10,4	341	97	Rép. dém. du Congo	58,3	25	30
Chypre	0,9	97	65	Soudan	39,1	16	31
Danemark	5,4	125	72	Tanzanie	36,1	38	22
Espagne	42,5	84	76	Tunisie	10,0	61	63
Estonie	1,3	29	69	Amérique	873,7	22	76
Finlande	5,2	15	62	dont : Argentine	37,9	14	89
France	62,2	96	75	Brésil	179,1	21	81
Grèce	11,0	83	60	Canada	31,9	3	79
Hongrie	10,1	109	65	Chili	16,0	21	87
Irlande	4,1	58	60	Colombie	45,3	40	71
Italie	57,8	192	90	Cuba	11,3	102	75
Lettonie	2,3	36	68	États-Unis (y c. Hawaï)	293,6	30	79
Lituanie	3,4	52	67	Guatemala	12,7	117	39
Luxembourg	0,5	193	91	Haiti	8,1	292	36
Malte	0,4	1245	91	Mexique	106,2	54	75
Pays-Bas	16,3	399	62	Pérou	27,5	21	72
Pologne	38,2	118	62	République dominicaine	8,8	181	64
Portugal	10,5	114	53	Venezuela	26,2	29	87
République tchèque	10,2	129	77	Asie	3 873,9	122	39
Royaume-Uni	59,7	244	89	dont : Afghanistan	28,5	44	22
Slovaquie	5,4	110	56	Arabie Saoudite	25,1	12	86
Slovénie	2,0	99	51	Bangladesh	141,3	981	23
Suède	9,0	20	84	Chine (y c. Hong Kong et Macao)	1 307,3	137	41
Union européenne à 25	459,5	112	78	Corée du Nord	22,8	189	60
Autres pays d'Europe	271,9	14	67	Corée du Sud	48,2	486	80
dont : Biélorussie	9,8	47	72	Inde	1 086,6	331	28
Bulgarie	7,8	70	70	Indonésie	218,7	175	42
Croatie	4,4	78	56	Irak	25,9	59	68
Moldavie	4,2	125	45	Iran	67,4	41	67
Norvège	4,6	14	78	Israël	6,8	323	92
Roumanie	21,7	91	53	Japon	127,6	338	78
Russie	144,1	8	73	Kazakhstan	15,0	16	57
Serbie et Monténégro	10,7	105	52	Malaisie	25,6	78	62
Suisse	7,4	179	68	Myanmar (Birmanie)	50,1	74	28
Ukraine	47,4	79	68	Népal	24,7	168	14
Afrique	884,2	29	35	Ouzbékistan	26,4	59	37
dont : Afrique du Sud	46,9	38	53	Pakistan	159,2	200	34
Algérie	32,3	14	49	Philippines	83,7	279	48
Angola	13,3	11	33	Sri Lanka (Ceylan)	19,6	299	30
Burkina Faso	13,6	50	15	Syrie	18,0	97	50
Caméroun	16,1	34	48	Taiwan	22,6	625	78
Côte-d'Ivoire	16,9	52	46	Thaïlande	63,8	124	31
Egypte	73,4	73	43	Turquie	71,3	92	59
Éthiopie	72,4	66	15	Viêt Nam	81,5	246	25
Ghana	21,4	90	44	Yémen	20,0	38	26
Kenya	32,4	56	36	Océanie	32,7	14	72
Madagascar	17,5	30	26	dont : Australie	20,1	3	91
Mali	13,4	11	30	Nouvelle-Zélande	4,1	15	78
Maroc	30,6	69	57	Monde	6 395,9	48	48

* Chine uniquement (Hong Kong : 100 % ; Macao : 99 %).

Projections de population en 2025 [1]

Rang Pays	Population millions	Rang Pays	Population millions	Rang Pays	Population millions
1 Chine (y c. Hong Kong et Macao)	1 485	8 Bangladesh	205	16 Viêt Nam	103
2 Inde	1 262	9 Russie	137	17 Turménie	80

POUR EN SAVOIR PLUS

- **Population & sociétés**, Ined : « La population du monde pour les 3 siècles à venir : explosion, implosion ou équilibre », n° 408, janvier 2005 ; « La majorité de l'humanité vit dans un pays où la fécondité est basse », n° 405, octobre 2004.

PRÉSENTATION

À u 1^{er} janvier 2004, selon la première collecte du nouveau recensement, la population de la France est estimée à 62 millions d'habitants. Sans es quatre départements d'outre-mer, qui ont également le statut de région, l'estimation de la France métropolitaine est de 60,2 millions. La croissance démographique a été plus soutenue, en moyenne annuelle, entre les 1^{ers} janvier 1999 et 2004 qu'au cours de la période 1990-1998. Elle est due, pour les trois quarts, à l'excédent des naissances sur les décès (hors ajustements).

Les plus fortes croissances démographiques se situent dans les régions du sud-est, du midi et de l'ouest du territoire. Celles de la moitié sud demeurent les plus attractives, tandis que la Champagne-Ardenne, le Nord - Pas-de-Calais et l'Île-de-France sont les plus déficitaires sur le plan migratoire. Du fait de sa jeunesse et de la fécondité de ses habitants, l'Île-de-France concentre plus de 40 % de l'excédent naturel de la métropole. Elle est largement déficitaire quant aux migrations vis-à-vis des autres régions, exceptée la bordure nord-est du pays.

D'ici 2030, si les tendances se maintiennent, la population de la France métropolitaine continuera d'augmenter, pour atteindre 63,9 millions d'habitants et se concentrer au sud de la France. En revanche, elle diminuera dans une large bande allant du quart nord-est du pays (hormis l'Alsace) jusqu'au Massif Central. Le vieillissement affectera toute la France : l'âge moyen des habitants augmenterait de 5 ans et demi et approcherait les 44 ans en 2030. Il touchera plus particulièrement la moitié nord du pays, à l'exception de l'Île-de-France qui deviendrait (avec moins de 40 ans d'âge moyen) la région la plus jeune de l'hexagone [2] [4].

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Enquêtes annuelles de recensement : premiers résultats de la collecte 2004 - Principales caractéristiques de la population et des logements », Insee Première, n° 1001, janvier 2005.
- « Aménager la France de 2020 - Mettre les territoires en mouvement », Datar, la Documentation française, 2002.
- « La France et ses régions », Insee, 2002-2003.

DÉFINITIONS

- **Estimations de population.** Elles s'appuient sur les dénombrements issus des recensements de la population. Entre les recensements, l'évolution de la population d'une zone géographique, au cours d'une année donnée, résulte de deux facteurs :
 - le solde naturel (différence entre le nombre de naissances et celui des décès domiciliés dans la zone géographique), connu à travers les statistiques de l'état civil ;
 - l'estimation du solde migratoire (différence entre le nombre de personnes venues résider dans la zone (entrants) et le nombre de personnes qui ont quitté cette zone pour résider ailleurs (sortants)).

Une estimation des populations des régions a été réalisée grâce aux résultats de l'enquête de recensement de 2004. Mi-2005 de nouvelles estimations portant sur la période 2000-2004 seront publiées. Celles par région et département de la page ci-contre sont antérieures à cette mise à jour et ne tiennent pas compte des enseignements de l'enquête de recensement.

- **Nouveau recensement.** La loi du 28 février 2002 a défini les modalités du nouveau recensement. Elle a introduit des collectes annuelles partielles. En 2004 s'est déroulée la 1^{re} enquête. Les premières populations légales des communes seront établies au terme de 5 collectes de recensement, soit fin 2008.

- **Projections de population par région et département :**

Le scénario central est fondé sur la reconduction des tendances passées pour chacune des variables : la fécondité est maintenue à son niveau de 1999 ; la mortalité baisse au même rythme que la tendance métropolitaine ; les quotients migratoires de référence, calculés entre les recensements de 1982 et 1999, sont maintenus sur toute la période de projection.

Le scénario alternatif prend comme période de référence pour le calcul des quotients migratoires la période inter-censitaire 1990-1999 plutôt que 1982-1999. La fécondité et la mortalité sont identiques à celles du scénario central.

SOURCES

- [1] (www.insee.fr)
- [2] « Enquêtes annuelles de recensement : premiers résultats de la collecte 2004 - 62 millions d'habitants en France au 1^{er} janvier 2004 », Insee Première, n° 1000, janvier 2005.
- [3] « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements (horizon 2030/2050) », Insee Résultats, série société, n° 16, juillet 2003.

Population des régions et départements de la France métropolitaine* [1] [3]

Région et département	Population		Taux d'évolution annuel moyen		Région et département	Population		Taux d'évolution annuel moyen	
	en 2003 p	milliers	2003/99			en 2003 p	milliers	2003/99	
			scénario central	scénario alternatif				scénario central	scénario alternatif
Alsace	1 775	0,6	0,4	0,6	Limousin	711	0,0	-0,3	-0,2
67 Rhin (Bas-)	1 053	0,7	0,5	0,7	19 Corrèze	234	0,1	-0,4	-0,3
68 Rhin (Haut-)	723	0,5	0,2	0,4	23 Creuse	123	-0,4	-0,6	-0,5
Aquitaine	2 988	0,7	0,4	0,4	87 Vienne (Haute-)	354	0,0	-0,1	0,1
24 Dordogne	392	0,2	0,0	0,0	Lorraine	2 319	0,1	-0,3	-0,2
33 Gironde	1 331	0,9	0,7	0,6	54 Meurthe-et-Moselle	718	0,1	-0,3	-0,1
40 Landes	341	1,1	0,4	0,4	55 Meuse	192	-0,1	-0,4	-0,3
47 Lot-et-Garonne	310	0,4	0,0	-0,1	57 Moselle	1 028	0,1	-0,3	-0,1
64 Pyrénées-Atlantiques	614	0,6	0,3	0,3	88 Vosges	381	0,0	-0,4	-0,3
Auvergne	1 314	0,1	-0,3	-0,2	Midi-Pyrénées	2 638	0,8	0,5	0,5
03 Allier	342	-0,2	-0,5	-0,5	09 Ariège	140	0,4	0,0	0,0
15 Cantal	148	-0,4	-0,7	-0,7	12 Aveyron	267	0,3	-0,5	-0,4
43 Loire (Haute-)	214	0,6	0,1	0,1	31 Garonne (Haute-)	1 103	1,4	1,3	1,3
63 Puy-de-Dôme	610	0,2	-0,1	0,0	32 Gers	175	0,4	-0,3	-0,3
Bourgogne	1 612	0,0	-0,1	-0,1	46 Lot	164	0,6	0,0	0,1
21 Côte-d'Or	510	0,2	0,1	0,1	65 Pyrénées (Hautes-)	224	0,2	-0,4	-0,3
58 Nièvre	222	-0,4	-0,5	-0,4	81 Tarn	350	0,5	-0,2	-0,2
71 Saône-et-Loire	544	-0,1	-0,5	-0,5	82 Tarn-et-Garonne	214	1,0	0,3	0,1
89 Yonne	336	0,2	0,4	0,3	Nord - Pas-de-Calais	4 013	0,1	-0,1	0,0
Bretagne	2 978	0,6	0,3	0,4	59 Nord	2 562	0,1	-0,1	0,0
22 Côtes-d'Armor	554	0,5	-0,1	0,0	62 Pas-de-Calais	1 451	0,2	-0,1	0,0
29 Finistère	864	0,3	0,0	0,1	Basse-Normandie	1 436	0,2	0,1	0,1
35 Ille-et-Vilaine	895	0,8	0,7	0,8	14 Calvados	660	0,5	0,3	0,4
56 Morbihan	666	0,9	0,3	0,3	50 Manche	485	0,2	-0,1	-0,2
Centre	2 467	0,3	0,3	0,2	61 Orne	291	-0,1	-0,3	-0,2
18 Cher	312	-0,2	-0,3	-0,4	Haute-Normandie	1 787	0,1	0,2	0,1
28 Eure-et-Loir	412	0,3	0,5	0,1	27 Eure	550	0,4	0,7	0,3
36 Indre	231	0,0	-0,4	-0,4	76 Seine-Maritime	1 237	0,0	-0,1	0,0
37 Indre-et-Loire	563	0,4	0,3	0,4	Pays de la Loire	3 312	0,7	0,3	0,5
41 Loir-et-Cher	319	0,3	0,2	0,2	44 Loire-Atlantique	1 174	0,9	0,6	0,8
45 Loiret	629	0,5	0,6	0,6	49 Maine-et-Loire	745	0,4	0,2	0,3
Champagne-Ardenne	1 337	-0,1	-0,3	-0,2	53 Mayenne	291	0,5	0,1	0,2
08 Ardennes	289	-0,1	-0,5	-0,4	72 Sarthe	537	0,3	0,1	0,2
10 Aube	294	0,1	-0,1	0,0	85 Vendée	565	1,2	0,4	0,5
51 Marne	563	-0,1	-0,1	0,0	Picardie	1 869	0,2	0,2	0,1
52 Marne (Haute-)	191	-0,5	-0,8	-0,7	02 Aisne	535	0,0	-0,2	-0,2
Corse	266	0,6	0,3	0,3	60 Oise	777	0,3	0,6	0,3
2A Corse-du-Sud	121	0,6	0,3	-0,2	80 Somme	557	0,1	-0,1	0,1
2B Haute-Corse	145	0,5	0,4	0,7	Poitou-Charentes	1 668	0,4	0,1	0,2
Franche-Comté	1 131	0,3	-0,1	0,0	16 Charente	341	0,1	-0,2	-0,2
25 Doubs	506	0,3	-0,1	0,1	17 Charente-Maritime	577	0,9	0,3	0,5
39 Jura	253	0,2	0,0	-0,1	79 Deux-Sèvres	348	0,2	-0,2	-0,2
70 Saône (Haute-)	232	0,3	-0,2	-0,1	86 Vienne	403	0,2	0,3	0,6
90 Belfort (Territoire de)	139	0,4	-0,1	0,1	PACA	4 665	0,9	0,6	0,6
Île-de-France	11 131	0,4	0,3	0,2	04 Alpes-de-Haute-Pce	145	0,9	0,7	0,4
75 Paris	2 147	0,3	-0,3	0,0	05 Alpes (Hautes-)	127	1,1	0,6	0,6
77 Seine-et-Marne	1 232	0,8	1,5	0,9	06 Alpes-Maritimes	1 046	0,9	0,8	0,5
78 Yvelines	1 370	0,3	0,4	0,1	13 Bouches-du-Rhône	1 884	0,7	0,2	0,4
91 Essonne	1 153	0,4	0,5	0,2	83 Var	946	1,3	1,2	0,9
92 Hauts-de-Seine	1 471	0,7	0,0	0,3	84 Vaucluse	518	0,9	0,7	0,6
93 Seine-Saint-Denis	1 396	0,2	0,0	0,0	Rhône-Alpes	5 814	0,8	0,5	0,5
94 Val-de-Marne	1 239	0,3	-0,1	0,1	01 Ain	539	1,2	1,1	0,8
95 Val-d'Oise	1 122	0,4	0,8	0,4	07 Ardèche	295	0,8	0,2	0,1
Languedoc-Roussillon	2 402	1,2	1,0	0,9	26 Drôme	453	0,8	0,4	0,4
11 Aude	322	1,0	0,6	0,4	38 Isère	1 129	0,8	0,7	0,7
30 Gard	649	1,0	0,8	0,6	42 Loire	727	-0,1	-0,3	-0,4
34 Hérault	946	1,4	1,4	1,3	69 Rhône	1 822	0,7	0,3	0,4
48 Lozère	74	0,2	-0,2	-0,2	73 Savoie	386	0,9	0,6	0,6
66 Pyrénées-Orientales	411	1,2	0,9	0,9	74 Savoie (Haute-)	664	1,3	1,1	0,9
					Métropole	59 635	0,5	0,3	0,3

PRÉSENTATION

Selon les dernières estimations, l'outre-mer français compte 2 437 000 habitants, soit près de 4 % de la population de la France. Près des trois quarts (1 784 000) habitent dans les départements d'outre-mer (DOM).
Entre les 1^{ers} janvier 1999 et 2004, les populations de la Réunion et de la Guyane s'accroissent nettement plus vite que celle de la métropole : l'excédent naturel y est très élevé, notamment du fait de la jeunesse de la population, et le solde migratoire y est positif. La croissance démographique de la Guadeloupe et de la Martinique bien que soutenue est plus modérée : l'excédent naturel y est plus faible, quoique nettement supérieur à la moyenne nationale, et ces 2 régions perdent des habitants du fait des échanges migratoires [4].

En 2030, si les tendances démographiques de la période 1990-1999 se maintiennent, les DOM compteront 2,4 millions d'habitants. Le vieillissement de la population sera inéluctable aux Antilles, moins marqué à la Réunion tandis que la Guyane conservera sa jeunesse [6].

Environ 653 000 personnes résident dans les Territoires et Collectivités locales d'Outre-mer. Au 22 juillet 2003, Wallis et Futuna comptent 14 944 habitants (contre 14 166 en 1996). Deux phénomènes pèsent sur la croissance démographique : l'émigration massive et le ralentissement de la natalité [4].

Le niveau élevé du taux de chômage se maintient à 28,2 % dans les DOM entre mai 2003 et mai 2004. Il progresse légèrement à la Réunion, un peu plus en Guyane, mais il reste stable en Martinique ; en Guadeloupe il diminue assez nettement. Ces évolutions contrastées résultent de la combinaison de plusieurs facteurs : d'une part une légère augmentation des actifs occupés et une stabilité du nombre de chômeurs, d'autre part la croissance de la population active continue à ralentir. Le taux d'activité des 25-49 ans diminue dans tous les DOM ; les femmes sont les plus affectées [1].

DÉFINITIONS

- **Outre-mer.** La République française comprend 4 départements d'outre-mer (DOM) : Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion. Elle administre 2 collectivités territoriales (Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon) et 4 territoires d'outre-mer (TOM) : Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna et Terres australes et antarctiques françaises (TAAF).
- **Guadeloupe.** Archipel de 9 îles de la mer des Caraïbes : Basse-Terre, Grande-Terre et les « dépendances », parmi lesquelles Saint-Martin dont la partie nord est française. Suite à la consultation de la population du 7 décembre 2003, Saint-Martin et Saint-Barthélemy vont changer de statut. Ces îles ne seront plus des communes de la Guadeloupe ; leur statut évoluera en collectivités d'outre-mer.
- **Guyane.** Département situé au nord-est de l'Amérique du Sud, limitrophe du Brésil.
- **Martinique.** Île des Petites Antilles dans la mer des Caraïbes.
- **Réunion.** Île située dans l'océan Indien.
- **Mayotte.** Une des îles de l'archipel des Comores située dans l'océan Indien.
- **Nouvelle-Calédonie.** Ce territoire du Pacifique sud, situé à l'est de l'Australie, fait partie de l'archipel mélanésien ; il se compose principalement de la Grande-Terre, de l'île des Pins et des îles Loyauté.
- **Polynésie française.** Composée de 5 archipels, de 120 îles habitées et éparpillées sur 2,5 millions de km² dans l'océan Pacifique.
- **Saint-Pierre-et-Miquelon.** Archipel voisin de Terre-Neuve.
- **Wallis et Futuna.** Archipel du Pacifique sud, au nord-est des Fidji.
- **TAAF.** Territoire inhabité, formé de la Terre Adélie, des archipels Crozet et Kerguelen et de l'île Amsterdam.
- **Projections de population.** Idem 1.2 excepté pour le calcul des quotients migratoires : la période de référence est 1990-1999 pour le scénario central et 1982-1999 pour le scénario alternatif.

n° 1013, avril 2005 ; « Enquêtes annuelles de recensement : premiers résultats de la collecte 2004 », n° 1000, janvier 2005 ; « Les Dom : une population encore jeune, mais de moins en moins », n° 747, novembre 2000.

[5] « Cadrajes », Te avei'a, ISPF Polynésie, décembre 2004 (www.ispf.pf) ; « Bilan économique et social 2003 », Isee Nouvelle-Calédonie, mai 2004 (www.isee.nc).

[6] « Projections de population à l'horizon 2030 », Antiane-éco, Insee, n° 50, octobre 2001.

[7] « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements », Insee Résultats, n° 16, juillet 2003.

Population* des DOM-TOM [2] [3] [4] [5]

	Superficie km ²	Population milliers	Densité hab./km ²
Départements :			
Guadeloupe	1 702	443	260
Guyane	83 534	185	2
Martinique	1 128	393	348
Réunion	2 512	763	304
Territoires :			
Nouvelle-Calédonie	19 058	222	12
Polynésie française	4 000	249	62
Wallis-et-Futuna	142	15	105
Collectivités territoriales :			
Mayotte	374	160	429
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	7	27

* Estimations au 1^{er} janvier 2004 et recensements de la population pour Mayotte (2002) et Wallis et Futuna (2003).

Dernier diplôme obtenu selon le lieu de naissance dans les DOM en 1999 [2] %

	Aucun/CEP	CAP, BEPC	Bac	Supérieur
Guadeloupe	49,6	30,5	10,7	9,2
Guyane	45,9	33,2	11,2	9,7
Martinique	49,2	30,6	10,3	9,9
Réunion	59,9	25,5	8,4	6,2
Ensemble DOM	53,4	28,7	9,7	8,2
Métropole	34,3	35,5	13,3	16,9

Élèves et étudiants dans les DOM* [8]

	1980-1981	1990-1991	2000-2001	2003-2004
Total du premier degré	272,0	248,5	e 271,0	e 270,0
Total du second degré	170,7	186,3	219,6	227,1
Total du supérieur	6,2	15,0	32,3	35,2
dont : universités	5,3	10,9	21,7	21,8
Total général	454,3	459,1	534,1	543,8

* Public et Privé.

Démographie dans les DOM en 2003* [1] [3]

	Population totale par âge au 1 ^{er} janvier			Taux brut de natalité pour 1 000 hab.	Nombre moyen d'enfants par femme	Part des naissances hors mariage %	Mortalité infantile pour 1 000 enfants nés vivants	Espérance de vie à la naissance nombre d'années	
	moins de 20 ans	de 20 à 59 ans	60 ans et plus					Hommes	Femmes
Guadeloupe	32,1	53,4	14,5	16,0	2,2	68,7	7,9	75,3	81,5
Guyane	44,5	49,7	5,8	30,6	4,0	86,0	10,4	71,8	80,2
Martinique	30,0	53,2	16,8	13,9	2,0	69,3	6,1	75,9	81,7
Réunion	36,7	53,2	10,1	19,0	2,4	62,7	6,2	71,3	79,8
Métropole	25,1	54,3	20,6	12,7	1,9	45,2	4,0	75,9	82,9

* Chiffres provisoires.

Projections de la population des DOM [2] [7] milliers

Départements	1999	2010*		2020*		2030*	
		scénario central	scénario alternatif	scénario central	scénario alternatif	scénario central	scénario alternatif
Guadeloupe	422	460	490	485	546	506	600
Guyane	157	222	248	307	383	426	590
Martinique	381	399	415	408	438	411	455
Réunion	706	836	829	957	939	1 067	1 035
Total	1 667	1 917	1 982	2 157	2 306	2 410	2 680

* Projections à partir des recensements de la population de 1982, 1990 et 1999 ; données au 1^{er} janvier.

Population active et chômage dans les DOM* [4]

	Population active		Taux d'activité %		Nombre de chômeurs		Taux de chômage %	
	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004
Guadeloupe	163 716	163 160	55,0	54,2	43 995	40 276	26,9	24,7
Guyane	57 552	58 011	56,7	55,7	14 101	15 234	24,5	26,3
Martinique	162 252	160 655	53,4	52,3	36 125	35 922	22,3	22,4
Réunion	302 566	305 762	54,1	53,7	99 504	102 478	32,9	33,5
Métropole**	27 088 000	27 117 516	55,2	54,9	2 575 533	2 561 667	9,5	9,4

POUR EN SAVOIR PLUS

- Antiane-éco, Insee.
- Économie de la Réunion, Insee.
- Tableaux de l'économie calédonienne 2004, Isee.
- Tableau économique de Mayotte 2003/2004, Insee.
- Tableaux de l'économie polynésienne 2003, ISPF.

SOURCES

- [1] Services études diffusion, Insee Dirag et Réunion.
- [2] Recensements de la population, Insee.
- [3] Division enquêtes et études démographiques,

En 2003, 50 % de la population mondiale vit en zone urbaine contre 2 % en 1800. Selon l'ONU, cette proportion devrait atteindre 61 % en 2030. Les mégacités de 10 millions d'habitants et plus sont un exemple frappant de l'urbanisation du monde. Il n'en existait que 4 en 1975, d'ici à 2015 elles seront 6 fois plus nombreuses. Le niveau et la croissance de l'urbanisation varient considérablement dans le monde. Les pays latino-américains sont actuellement les plus urbanisés. Mais l'Asie de l'Est et du Sud va probablement enregistrer les plus forts taux de croissance durant les 30 prochaines années [2].

En 2005, selon les estimations de la base de données Geopolis, 173 unités urbaines compteraient plus de 2 millions d'habitants dont 76 en Asie. Les plus peuplées – Tokyo, New-York, Séoul, Mexico et Jakarta – ont plus de 20 millions d'habitants. Paris se situe au 25^{ème} rang mondial avec une population trois fois moindre que celle de Tokyo. Depuis quelques années, la croissance des plus grandes unités urbaines ralentit fortement, même dans les pays en voie de développement. Elle est parfois négative dans le sud et l'est de l'Europe, aux États-Unis ou au Japon. Dans le monde entier, les plus fortes croissances démographiques sont désormais observées dans les couronnes péri-urbaines.

L'Union européenne se caractérise par un très grand nombre d'unités urbaines de petite et moyenne taille : plus de 5 000 dépassent les 10 000 habitants. Dans certaines régions, l'extension constante des surfaces bâties aboutit peu à peu à la fusion morphologique d'anciennes unités urbaines formant des conurbations (Ruhr, Nord-Pas-de-Calais, Lancashire, Plaine du Pô...). Elles se distinguent des anciennes grandes unités urbaines comme Londres ou Paris par une organisation polycentrique et une moindre densité de l'espace urbanisé. Après plusieurs décennies de crise démographique, la plupart des villes-centres des grandes unités urbaines du nord de l'Europe regagnent des habitants (Londres, Amsterdam, Copenhague, Stockholm, Lyon...), celles du sud continuent à en perdre (Milan, Turin, Madrid, Barcelone, Athènes) [1].

• **Base de données Géopolis.** L'identification de la population urbaine et la délimitation des villes est définie par chaque pays avec des critères qui lui sont propres. Ainsi, les données urbaines ne sont pas comparables au niveau international. Au contraire, la base de données Géopolis utilise la même définition que l'Insee. Les chiffres de Géopolis peuvent donc différer des chiffres officiels fournis par les États, mais sont en revanche rigoureusement comparables dans le monde entier.

• **Conurbation.** Agglomération formée par la réunion de plusieurs centres urbains initialement séparés par des espaces ruraux.

• **Couronne périurbaine.** Ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.

• **Unité urbaine.** Commune ou ensemble de communes qui comporte sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants où aucune habitation n'est séparée de la plus proche de plus de 200 mètres. En outre, chaque commune concernée possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie. Si l'unité urbaine s'étend sur plusieurs communes, l'ensemble de ces communes forme une agglomération multicommunale ou agglomération urbaine. Si l'unité urbaine s'étend sur une seule commune, elle est dénommée ville isolée.

• **Ville-centre.** Une ville-centre d'unité urbaine multicommunale (ou d'agglomération multicommunale) est définie comme suit. Si une commune abrite plus de 50 % de la population de l'unité urbaine, elle est seule ville-centre. Sinon, toutes les communes qui ont une population supérieure à 50 % de la commune la plus peuplée, ainsi que cette dernière, sont villes-centres. Les communes urbaines qui ne sont pas villes-centres constituent la banlieue de l'agglomération multicommunale.

• « De Babylone à Tokyo. Les grandes agglomérations du monde », F. Moriconi-Ébrard, collection Géophys, Ophrys, 2000.

SOURCES

[1] Base de données Géopolis, F. Moriconi-Ébrard – Europe des Populations (www.articque.com).

[2] « L'urbanisation : une force environnementale incontournable », PRB, avril 2004.

Villes et pays	Unité urbaine population	Ville-centre		Villes et pays	Unité urbaine population	Ville-centre	
		population	densité**			population	densité**
1 Essen (DE)	10 069	584	2,7	21 Lille (FR)	1 714	222	0,8
2 Paris (FR)	9 928	2 107	20,0	22 Munich (DE)	1 656	1 205	3,9
3 Londres (GB)	9 332	2 914	9,1	23 Leeds (GB)	1 641	434	2,6
4 Madrid (ES)	4 858	2 890	4,8	24 Frankfurt/Main (DE)	1 489	649	2,6
5 Bruxelles (BE)	4 477	133	4,1	25 Lyon (FR)	1 449	488	9,8
6 Barcelone (ES)	4 062	1 449	14,8	26 Copenhague (DK)	1 426	514	5,8
7 Manchester (GB)	3 851	393	3,4	27 Stockholm (SE)	1 417	782	4,2
8 Milan (IT)	3 798	1 216	6,7	28 Marseille (FR)	1 373	797	3,3
9 Berlin (DE)	3 761	3 373	3,8	29 Valence (ES)	1 361	727	5,4
10 Athènes (GR)	3 368	732	18,8	30 Turin (IT)	1 321	831	6,4
11 Rotterdam (NL)	3 340	601	2,9	31 Porto (PT)	1 300	249	5,8
12 Naples (IT)	2 949	982	8,4	32 Stuttgart (DE)	1 238	588	2,8
13 Rome (IT)	2 867	2 480	1,6	33 Glasgow (GB)	1 228	616	3,5
14 Lisbonne (PT)	2 398	518	5,9	34 Douai (FR/BE)	1 197	43	2,6
15 Birmingham (GB)	2 371	889	4,3	35 Amsterdam (NL)	1 193	750	4,5
16 Hambourg (DE)	2 290	1 750	2,3	36 Bielefeld (DE)	1 181	324	1,3
17 Katowice (PL)	2 248	330	2,0	37 Helsinki (FI)	1 151	583	2,3
18 Budapest (HU)	2 231	1 702	3,2	38 Prague (CZ)	1 141	1 141	2,2
19 Varsovie (PL)	2 135	1 593	3,2	39 Newcastle (GB)	1 134	175	4,0
20 Vienne (AT)	1 892	1 573	3,8	40 Seville (ES)	1 067	680	4,8

* Population estimée au 1^{er} juillet issue de la base de données Géopolis. ** Milliers d'habitants/km².

Population des principales unités urbaines du monde* [1]

Unité urbaine	1950 1970 2000 2005				Unité urbaine	1950 1970 2000 2005			
	1950	1970	2000	2005		1950	1970	2000	2005
1 Tokyo (Japon)	10,4	21,7	30,9	31,1	38 Johannesburg (Afrique du Sud)	2,0	3,6	6,1	6,5
2 New York (USA)	17,4	23,6	26,5	27,9	39 Surabaya (Indonésie)	0,7	1,5	5,0	6,5
3 Séoul (Corée du Sud)	2,3	7,3	21,1	22,4	40 Washington (USA)	2,5	4,1	6,1	6,5
4 Mexico (Mexique)	3,6	9,8	19,3	20,9	41 Bangalore (Inde)	0,8	1,6	5,6	6,4
5 Jakarta (Indonésie)	2,5	6,1	17,4	20,1	42 Hyderabad (Inde)	1,1	1,8	5,4	6,1
6 Manille (Philippines)	2,5	5,8	16,5	18,9	43 Lahore (Pakistan)	0,8	2,0	5,3	6,0
7 São Paulo (Brésil)	2,3	7,9	17,1	18,2	44 Santiago (Chili)	1,5	2,9	5,5	5,8
8 Delhi (Inde)	1,5	3,8	15,1	18,2	45 Bandung (Indonésie)	0,6	1,3	4,5	5,8
9 Bombay (Inde)	3,1	6,4	16,1	18,1	46 Bagdad (Irak)	0,6	2,0	5,1	5,7
10 Hong Kong/Shenzhen (Chine)	2,2	3,9	13,6	17,7	47 Toronto (Canada)	1,4	3,0	5,1	5,6
11 Osaka (Japon)	6,8	12,9	15,0	15,1	48 Ho chi minh (Viêt-Nam)	1,7	2,4	5,1	5,6
12 Los Angeles (USA)	4,2	9,3	14,0	14,4	49 San Francisco (USA)	2,2	4,1	5,3	5,4
13 Shanghai (Chine)	5,8	7,9	13,0	14,3	50 Miami (USA)	0,6	2,1	4,9	5,4
14 Calcutta (Inde)	4,7	7,3	13,0	14,2	51 Shenyang (Chine)	2,7	3,7	5,1	5,3
15 Le Caire (Egypte)	2,5	5,8	11,6	12,5	52 Khartoum (Soudan)	0,2	0,7	4,2	5,2
16 Moscou (Russie)	5,8	8,2	11,7	12,3	53 San Diego/Tijuana (USA/Mexique)	0,5	1,6	4,4	5,1
17 Tianjin (Chine)	2,4	4,1	9,6	11,7	54 Ahmadabad (Inde)	0,9	1,7	4,4	5,1
18 Istanbul (Turquie)	1,0	2,9	10,1	11,6	55 Saint-Petersbourg (Russie)	3,1	3,8	5,0	5,1
19 Rio de Janeiro (Brésil)	2,8	6,8	11,0	11,6	56 Kuala Lumpur (Malaisie)	0,3	1,1	4,1	4,9
20 Buenos Aires (Argentine)	5,2	8,4	11,4	11,6	57 Détroit/Windsor (USA/Canada)	3,0	4,4	4,6	4,9
21 Dacca (Bangladesh)	0,5	1,9	9,5	11,3	58 Madrid (Espagne)	1,7	3,6	4,8	4,9
22 Karachi (Pakistan)	1,0	3,3	9,7	11,1	59 Riyad (Arabie saoudite)	0,0	0,4	4,0	4,8
23 Téhéran (Iran)	1,2	3,7	9,2	10,4	60 Rangoon (Birmanie)	0,7	1,7	4,3	4,8
24 Essen (Allemagne)	7,8	10,2	10,0	10,1	61 Dallas (USA)	0,9	2,2	4,1	4,7
25 Paris (France)	6,5	8,7	9,8	9,9	62 Houston (USA)	0,8	1,8	4,1	4,6
26 Pékin (Chine)	2,2	4,9	8,8	9,8	63 Colombo (Sri-Lanka)	1,6	2,6	4,2	4,6
27 Londres (Royaume-Uni)	9,3	9,1	9,2	9,3	64 Belo Horizonte (Brésil)	0,4	1,5	4,1	4,6
28 Bangkok (Thaïlande)	1,8	3,9	8,6	9,1	65 Bruxelles (Belgique)	3,7	4,2	4,4	4,5
29 Chicago (USA)	6,1	8,6	8,3	8,8	66 Singapour/Johore Bahru (Malaisie)	1,1	2,2	4,0	4,4
30 Taipei (Taïwan)	1,6	3,6	8,0	8,4	67 Pusan (Corée du sud)	0,6	2,0	4,4	4,4
31 Lima (Pérou)	1,0	2,9	7,5	8,3	68 Pune (Inde)	0,6	1,1	3,6	4,3
32 Lagos (Nigéria)	0,3	1,2	6,9	8,0	69 Wuhan (Chine)	1,1	2,5	3,9	4,3
33 Bogotà (Colombie)	0,7	2,5	6,9	8,0	70 Atlanta (USA)	0,7	1,4	3,5	4,3
34 Kinshasa (Rép. Dém. du Congo)	0,2	1,2	5,9	7,2	71 Barcelone (Espagne)	1,8	3,4	4,0	4,1
35 Nagoya (Japon)	3,1	5,4	7,0	7,1	72 Caracas (Venezuela)	0,8	2,4	3,8	4,0
36 Madras (Inde)	1,5	3,1	6,3	6,9	73 Abidjan (Côte d'Ivoire)	0,1	0,6	3,3	3,9
37 Boston (USA)	3,9	4,8	6,2	6,7	74 Guadalajara (Mexique)	0,5	1,5	3,6	3,9

* Population (délimitation 2000) estimée au 1^{er} juillet issue de la base de données Géopolis.

POUR EN SAVOIR PLUS

- (www.citypopulation.de).
- (www.library.uu.nl/wesp/populstat/populhome.html).
- « World Urbanization Prospects : The 2003 Revision », United Nations (www.unpopulation.org).
- « La population du monde – Géants démographiques et défis internationaux », les cahiers de l'Ined, n° 149, 2002.

Parcs nationaux et réserves naturelles
en 2004 [1] [5]

[4] Ifen et Scees (enquête Teruti).

PRÉSENTATION

Entre 1936 et 1999, la population des villes françaises a doublé, passant de 22 à 44 millions d'habitants, alors que l'ensemble de la population n'augmentait que de 40 %. Désormais, les trois quarts des Français vivent dans les unités urbaines, qui occupent 18,4 % du territoire. Entre 1990 et 1999, la population urbaine s'est accrue de 2,3 millions de personnes. À l'inverse, la population rurale a diminué de 400 000 personnes. La population augmente le plus autour des pôles urbains, dans les couronnes périurbaines. Cet espace périurbain abrite 12,3 millions de personnes.

En 1999, on dénombre 57 unités urbaines de plus de 100 000 habitants contre 60 en 1990. Avec 9,6 millions d'habitants, l'agglomération parisienne renforce sa 1^{re} place européenne. Marseille-Aix-en-Provence occupe la 2^{ème} place en France juste devant l'agglomération lyonnaise. La population de la quasi-totalité des grandes unités urbaines augmente entre 1990 et 1999. Pour certaines, cette croissance est due à l'extension de leur périmètre.

Peuplés en moyenne de 12 000 habitants, 1 745 bassins de vie concentrent, en 1999, 21,2 millions d'habitants, soit 36 % de la population de France métropolitaine. L'économie résidentielle, qui regroupe les activités essentiellement destinées à satisfaire les besoins des populations locales, fournit plus de la moitié des emplois dans les 977 bassins à économie fortement résidentielle. Elle marque autant les bassins périurbains et urbains que les bassins ruraux. À l'inverse, les activités agricoles et alimentaires ont perdu leur rôle structurant dans la plupart des bassins de vie. La sphère industrielle y rassemble en moyenne 30 % des emplois.

En 1999, 51 aires urbaines ont plus de 150 000 habitants contre 37 en 1962. Depuis 1990, la population des aires urbaines progresse de 0,4 % par an en moyenne. L'aire urbaine de Paris contribue le plus à l'accroissement total mais perd de son dynamisme. Les aires urbaines du Grand-Sud-Est et du Val de Loire font partie des plus dynamiques. La population continue à se concentrer autour d'un nombre de plus en plus réduit de villes [1] [3] [4].

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Communes d'hier, communes d'aujourd'hui. Les communes de la France métropolitaine, 1801-2001 », Ined, 2003.
- Insee-Première : « Enquête annuelle de recensement : premiers résultats de la collecte 2004 - Principales caractéristiques de la population et des logements », n° 1001, janvier 2005 ; « Organisation territoriale des emplois et des services », n° 870, novembre 2002 ; « Onze fonctions pour qualifier les grandes villes », n° 840, mars 2002.

DÉFINITIONS

- Aire urbaine.** Ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave, constitué par :
 - un pôle urbain (unité urbaine offrant au moins 5 000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain),
 - une couronne périurbaine composée de communes rurales ou d'unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

Les limites des aires urbaines sont révisées à l'occasion de chaque recensement. En 1999, il y a, en France métropolitaine, 354 aires urbaines (regroupant 77 % de la population) contre 361 en 1990 ; 18 sont nouvelles ; 25 ont disparu.

- Bassin de vie.** Plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès à la fois aux équipements et à l'emploi. Le territoire de la France métropolitaine, en dehors des grandes agglomérations, a été divisé en 1 745 « bassins de vie des bourgs et des petites villes ».

- Unité urbaine.** Commune ou ensemble de communes qui comporte sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants où aucune habitation n'est séparée de la plus proche de plus de 200 mètres (ces seuils résultent de recommandations adoptées au niveau international). En outre, chaque commune concernée possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie. Si l'unité urbaine s'étend sur plusieurs communes, l'ensemble de ces communes forme une agglomération multicommunale ou agglomération urbaine ; si l'unité urbaine s'étend sur une seule commune, elle est dénommée ville isolée.

SOURCES

- [1] Insee Première : « Les grandes villes françaises étendent leur influence », n° 766, avril 2001 ; « Forte extension des villes entre 1990 et 1999 », n° 707, avril 2000.
- [2] Évolutions démographiques 1982-1990-1999, Recensement de la population de 1999, Insee, 4^{ème} trimestre 2000.
- [3] Insee Première : « Les bassins de vie des bourgs et petites villes : une économie résidentielle et souvent

Les 57 unités urbaines de plus de 100 000 habitants en 1999 [2]

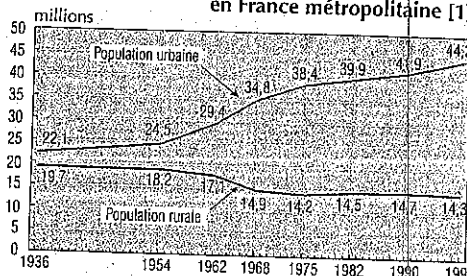
Unité urbaine	Population		Taux de variation annuel (%)		Unité urbaine	Population		Taux de variation annuel (%)	
	en 1999	90-99	82-90			en 1999	90-99	82-90	
(a) Paris	9 644 507	0,20	0,56		29 Brest	210 055	0,30	0,08	
(a) Marseille-Aix-en-Provence	1 349 772	0,29	-0,14		14 Caen	199 490	0,46	0,40	
(a) Lyon	1 348 832	0,45	0,47		72 Le Mans	194 825	0,14	-0,07	
59 Lille*	1 000 900	0,25	0,20		(a) Dunkerque	191 173	0,02	-0,19	
06 Nice	888 784	0,42	1,16		64 Pau	181 413	0,49	0,59	
31 Toulouse	761 090	1,48	1,58		(a) Bayonne	178 965	0,67	0,87	
33 Bordeaux	753 931	0,63	0,94		87 Limoges	173 299	0,21	-0,12	
44 Nantes	544 932	1,05	0,73		971 Pointe-à-Pitre-Les Abymes	171 773	1,21	1,84	
(a) Toulon	519 640	0,55	0,84		66 Perpignan	162 678	0,33	0,27	
(a) Douai-Lens	518 727	-0,19	-0,17		80 Amiens	160 815	0,33	0,13	
67 Strasbourg*	427 245	0,64	0,58		974 Saint-Denis	158 139	1,19	1,48	
38 Grenoble	419 334	0,38	0,29		30 Nîmes	148 889	0,46	0,59	
76 Rouen	389 862	0,16	0,05		44 Saint-Nazaire	136 886	0,45	0,12	
59 Valenciennes*	357 395	-0,03	-0,42		74 Annecy	136 815	0,85	1,19	
54 Nancy	331 363	0,06	0,13		972 Fort-de-France	134 727	-0,23	0,59	
(a) Metz	322 526	0,26	-0,02		25 Besançon	134 376	0,43	0,32	
37 Tours	297 631	0,55	0,50		57 Thionville	130 480	-0,16	-0,45	
(a) Saint-Étienne	291 960	-0,90	-0,12		974 Saint-Pierre	129 238	2,18	2,03	
34 Montpellier	287 981	1,28	1,18		10 Troyes	128 945	0,24	-0,25	
35 Rennes	272 263	0,97	0,59		86 Poitiers	119 371	1,16	0,33	
45 Orléans	263 292	0,89	1,23		(a) Valence	117 448	0,28	0,30	
(a) Béthune	259 198	-0,10	0,08		56 Lorient	116 174	0,07	0,52	
63 Clermont-Ferrand	258 541	0,18	-0,09		17 La Rochelle	116 157	1,10	-0,12	
(a) Avignon	253 580	0,64	0,58		73 Chambéry	113 457	0,87	0,82	
76 Le Havre	248 547	-0,27	-0,04		25 Montbéliard	113 059	-0,43	-1,08	
21 Dijon	236 953	0,31	0,64		(a) Genève-Annemasse*	106 673	0,86	1,97	
68 Mulhouse	234 445	0,30	0,20		62 Calais	104 852	0,33	0,12	
49 Angers	226 843	0,77	0,70		16 Angoulême	103 746	0,09	-0,24	
51 Reims	215 581	0,36	0,45						

(a) Unité urbaine rayonnant sur plusieurs départements. * Unité urbaine internationale (partie française).

Bassins de vie selon l'orientation économique en 1999 [3]

Bassins	Espèce à dominante		Total
	urbaine	rurale	
Fortement résidentiels	452	525	977
Industriels et peu résidentiels	197	291	488
Agri-alimentaires, peu résidentiels	20	168	188
"Diversifiés"	26	66	92
Total	695	1 050	1 745

Populations urbaine et rurale en France métropolitaine [1]



Les 25 premières aires urbaines en 1999* [1]

Rang en 1999		Population en 1999		Variation de 1990 à 1999		Rang en 1999		Population en 1999		Variation de 1990 à 1999	
		nombre	% annuel					nombre	% annuel		
1	Paris	11 174 743	315 084	0,32		14	Grenoble	514 559	29 190	0,65	
2	Lyon	1 648 216	97 083	0,68		15	Montpellier	459 916	71 169	1,88	
3	Marseille-Aix-en-Provence	1 516 340	81 218	0,46		16	Metz	429 588	12 540	0,33	
4	Lille	1 143 125	32 230	0,32		17	Nancy	410 508	4 156	0,11	
5	Toulouse	984 797	123 645	1,53		18	Clermont-Ferrand	409 558	12 863	0,35	
6	Nice	933 080	41 761	0,51		19	Valenciennes	399 677	-862	-0,02	
7	Bordeaux	925 253	54 019	0,67		20	Tours	376 374	22 584	0,69	
8	Nantes	711 120	66 803	1,10		21	Caen	370 851	23 098	0,72	
9	Strasbourg	612 104	43 140	0,81		22	Orléans	355 811	26 247	0,86	
10	Toulon	519 640	27 140	0,52							

PRÉSENTATION

La production française annuelle de déchets est de l'ordre de 650 millions de tonnes, dont plus de la moitié (58 %) provient de l'agriculture ; elle croît d'environ 1 % par an. Les **déchets ménagers et assimilés**, dont la collecte et l'élimination incombent aux communes, représentent 47 millions de tonnes, dont 28 millions proviennent des ménages. En 2003, le taux de récupération est de 56,8 % pour le verre et 54,4 % pour le papier-carton. Celui des matières plastiques reste faible (16 %) [2].

Entre 1995 et 2003, le taux de mise en décharge baisse dans tous les pays de l'UE (49 % en 2003 contre 64 % en 1995). Toutefois, la Lituanie et Malte utilisent uniquement la mise en décharge, suivis par la Pologne (97 %) et la Grèce (92 %). À l'inverse, les Pays-Bas (3 %), le Danemark (5 %) et la Belgique (13 %) y recourent très peu. L'incinération des déchets augmente au sein des 25 pays de l'UE, passant de 15 % en 1995 à 17 % en 2003. Cette hausse est due principalement au Portugal qui passe d'un taux nul à 22 %, à la République tchèque (de 0 à 14 %) et aux Pays-Bas (de 25 à 33 %) [3] [6].

Dans le cadre du **protocole de Kyoto**, l'Union européenne a décidé de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 8 % sur la période 2008-2012 par rapport au niveau de 1990. Pour la France, l'objectif est la stabilisation de ses émissions au niveau de 1990. Les émissions de l'UE à 25 augmentent de 1,5 % entre 2002 et 2003. Toutefois, sur la période 1990-2003, elles décroissent de 5,5 % avec d'importantes disparités selon les pays : de -66 % pour la Lituanie à +40,6 % pour l'Espagne.

En 2003, les rejets français pour l'ensemble des 6 gaz s'élèvent à 557 millions de tonnes d'équivalent CO₂ : ils ont diminué de près de 1,9 % entre 1990 et 2003. Cette légère baisse résulte des évolutions respectives des différents gaz : les réductions du CH₄, du N₂O, des PFC et du SF₆ compensent les accroissements du CO₂ et des HFC. Les fluctuations des émissions sont également liées à la rigueur du climat selon les années, variant de +4,3 % en 1991 à -2,5 % en 2002 [1] [4].

POUR EN SAVOIR PLUS*

- Les données de l'environnement, lien : « Les indices du réchauffement climatique », n° 102, avril 2005 ;
- « L'épuration des eaux usées urbaines », n° 98, décembre 2004 ;
- « La tertiarisation de l'économie et la réduction des émissions de CO₂ », n° 95, septembre 2004.
- « Données économiques de l'environnement en 2003 », Ifen et ministère de l'Écologie et du Développement Durable, 2005.

DÉFINITIONS

• **Chlorofluorocarbure (CFC).** Commercialement appelés **Fréon**, ce sont des composés incolores, inodores, inflammables, non-corrosifs à l'état gazeux ou liquide qui ne sont pas toxiques par eux-mêmes. Ils sont suspectés de provoquer à haute altitude (stratosphère) la dégradation de l'ozone qui protège la Terre et d'absorber les rayonnements ultraviolets de haute énergie (Effet de serre).

• **Déchets ménagers et assimilés.** Déchets produits principalement par les ménages (dont les ordures ménagères) et résiduellement par l'activité économique et collective et qui peuvent prendre les mêmes circuits de traitement et d'élimination que les ordures ménagères.

• **Effet de serre.** Échauffement des couches inférieures de l'atmosphère dû à l'absorption du rayonnement infrarouge émis par le sol sous l'effet des rayons solaires. Les principaux gaz à effet de serre direct sont le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O) ainsi que l'hexafluorure de soufre (SF₆), les hydrofluorocarbures (HFC) et les perfluorocarbures (PFC), familles de composés halogénés. D'autres gaz contribuent indirectement à l'accroissement de l'effet de serre, en intervenant dans la formation de polluants secondaires comme l'ozone ou les aérosols.

• **Protocole de Kyoto.** En décembre 1997, le protocole de Kyoto a fixé un objectif de réduction pour les émissions agrégées de six gaz à effet de serre (CO₂, N₂O, CH₄, HFC, PFC, SF₆). 38 pays industrialisés se sont engagés à réduire globalement leurs émissions de 5,2 % sur la période 2008-2012, par rapport aux niveaux de 1990. L'Union européenne s'est engagée solidairement à respecter un objectif de -8 %. La France et l'UE ont ratifié le protocole le 31 mai 2002.

• **Tonnes d'équivalent CO₂.** Pour exprimer les émissions de gaz à effet de serre en tonnes d'équivalent CO₂, on pondère les émissions de chaque gaz par un coefficient tenant compte de son pouvoir de réchauffement comparé à celui du CO₂. Ce coefficient est de 1 pour le CO₂, de 21 pour le CH₄, de 310 pour le N₂O, de 23 900 pour le SF₆, de 140 à 11 700 pour les HFC et de 2 100 à 9 200 pour les PFC.

SOURCES

- [1] Citepa.
- [2] Copacel, Revipap, CSVMF, Ademe, Ifen.
- [3] Eurostat.
- [4] Agence européenne pour l'environnement et Environment protection agency (USA).
- [5] Ministère de l'Écologie et du Développement Durable (DPPR-SEI-BARPI).

Déchets municipaux collectés dans l'UE [3]

	1995	2000	2003
Allemagne	533	610	638
Autriche	438	581	610
Belgique	455	468	448
Chypre	600	680	724
Danemark	567	665	675
Espagne	467	595	609
Estonie	357	440	418
Finlande	414	503	450
France	489	532	561
Grèce	306	408	428
Hongrie	460	445	463
Irlande	514	603	732
Italie	450	502	523
Lettonie	263	270	362
Lituanie	424	309	263
Luxembourg	592	657	658
Malte	338	483	549
Pays-Bas	549	616	599
Pologne	285	316	260
Portugal	385	472	452
République tchèque	302	334	280
Royaume-Uni	496	569	610
Slovaquie	340	316	319
Slovénie	596	513	451
Suède	380	428	471
UE à 25	457	520	534

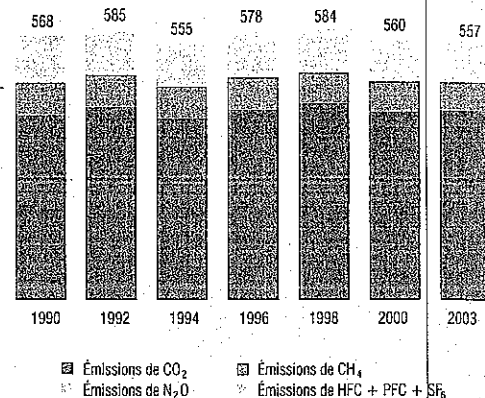
Émissions de gaz à effets de serre* dans l'UE [4]

	2003	Variation relative 2003/90**	Objectifs 2010/90**
Allemagne	1017,5	-18,5	-21,0
Autriche	91,6	16,6	-13,0
Belgique	147,7	0,6	-7,5
Danemark	74,0	6,3	-21,0
Espagne	402,3	40,6	15,0
Estonie	21,4	-50,8	-8,0
Finlande	85,5	21,5	0,0
France	557,2	-1,9	0,0
Grèce	137,6	23,2	25,0
Hongrie	83,2	-31,9	-6,0
Irlande	67,6	25,2	13,0
Italie	569,8	11,6	-6,5
Lettonie	10,5	-58,5	-8,0
Lituanie	17,2	-66,2	-8,0
Luxembourg	11,3	-11,5	-28,0
Pays-Bas	214,8	0,8	-8,0
Pologne	384,0	-32,1	-6,0
Portugal	81,2	36,7	27,0
République tchèque	145,4	-24,3	-8,0
Royaume-Uni	651,1	-13,3	-12,5
Slovaquie	51,7	-28,2	-8,0
Slovénie	19,8	-1,9	-8,0
Suède	70,6	-2,4	4,0
UE à 15	4 179,3	-1,7	-8,0
Rappel États-Unis****	6 900,2	13,3	-7,0

* Hors utilisation des terres, leur changement et la forêt. ** Sauf pour les gaz fluorés (2003/1995). *** Objectifs prévus dans le Protocole de Kyoto (ratifié par

Émissions de gaz à effet de serre* [1]

émissions en millions de tonnes équivalent CO₂



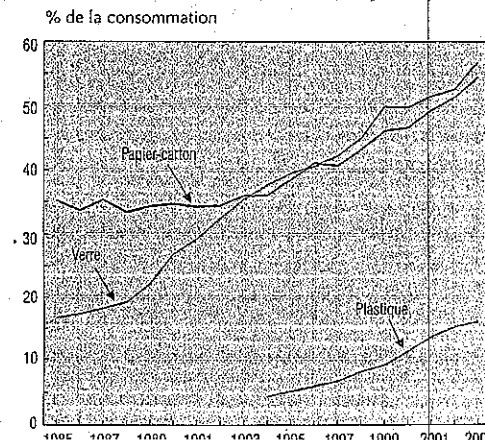
* Hors utilisation des terres, leur changement et la forêt ; les émissions des trafics maritime et aérien internationaux sont exclues.

Accidents technologiques et industriels selon le type de conséquence* [5]

Types de conséquence**	1994	2000	2003	2004
Accidents mortels	23	35	39	33
Accidents avec blessés	151	193	264	305
Pollution de l'air	83	110	142	150
Pollution des eaux de surface	238	328	241	301
Pollution des sols	84	79	80	78
Atteintes à la faune	55	67	33	50
Atteintes à la flore	11	10	17	7

* France métropolitaine. ** Un même accident peut entraîner plusieurs conséquences.

Récupération de papier-carton, de verre* et de plastique* [2]



PRÉSENTATION

Au 1^{er} janvier 2005, la population de la France y compris les départements d'outre-mer est estimée à 62,4 millions d'habitants. Elle représente environ 13 % de la population de l'Europe des 25 et se situe au 2^{ème} rang des pays européens, derrière l'Allemagne et devant le Royaume-Uni (respectivement 82,6 et 59,7 millions d'habitants mi-2004).

En 2004, l'accroissement naturel s'établit à 279 300 personnes, niveau jamais observé en 20 ans. Cette hausse record résulte de la forte baisse du nombre de décès (518 100 en 2004 contre 560 100 en 2003, année marquée par la canicule) et du maintien à un niveau élevé du nombre de naissances (797 400 en 2004). Le solde migratoire en légère hausse est estimé à 107 500 personnes. Au total, la population française augmente de 386 800 personnes : près des trois quarts de cette croissance sont dus à l'excédent des naissances sur les décès et environ un quart aux mouvements migratoires [1] [2].

Dans l'ensemble de l'Union européenne à 25, les flux migratoires représentent les neuf dixièmes de l'accroissement de la population en 2003. Seuls les Pays-Bas, la Finlande, l'Irlande et le Danemark ont, comme la France, un excédent naturel supérieur au solde migratoire. En Allemagne, en Italie, en Autriche et en Grèce, la population augmente uniquement grâce aux migrations, les décès étant plus nombreux que les naissances [4].

En 2004, 4,5 millions d'immigrés âgés de 18 ans ou plus résident en France métropolitaine, soit 9,6 % de l'ensemble de la population du même âge contre 8,9 % en 1999. Les femmes immigrées sont maintenant plus nombreuses que les hommes (50,3 %). L'origine géographique des immigrés continue à se diversifier. La part des immigrés venus de l'ensemble des pays d'Europe diminue (41 % en 2004 contre 46 % en 1999) ; l'immigration venue d'Asie s'accroît (14 % contre 12 %) ; celle d'Afrique s'établit à 42 % en 2004 contre 39 % en 1999 [5].

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Enquêtes annuelles de recensement : premiers résultats de la collecte 2004 – 62 millions d'habitants en France au 1^{er} janvier 2004 », Insee Première, n° 1000, janvier 2005.
- « La population du monde pour les trois siècles à venir », Population & sociétés, Ined, n° 408, janvier 2005.
- Population, Ined : « Évolution récente de l'immigration en France et éléments de comparaison avec le Royaume-Uni », volume 59, n° 5, 2004 ; « La conjoncture démographique : l'Europe et les autres pays développés », volume 59, n° 3, 2004.

DÉFINITIONS

• **Accroissement naturel (ou excédent naturel ou solde naturel).** Différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. Les mots « excédent » ou « accroissement » sont justifiés par le fait qu'en général le nombre de naissances est supérieur à celui des décès. Mais l'inverse peut se produire et l'excédent naturel est alors négatif.

• **Accroissement total de population.** Variation de l'effectif d'une population au cours de l'année. C'est la somme de l'accroissement naturel, du solde migratoire, et parfois d'un ajustement destiné à rétablir la cohérence entre les différentes sources statistiques.

• **Acquisition de la nationalité française.** Un français par acquisition est né étranger et devenu français. L'acquisition de la nationalité française s'opère dans des conditions fixées par la loi.

• **Immigré.** Selon le Haut Conseil à l'Intégration, personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

• **Solde migratoire.** Différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.

• **Taux d'accroissement naturel.** Rapport de l'excédent naturel pendant une période à la population moyenne de cette période. Il est égal à la différence entre taux de natalité et taux de mortalité.

SOURCES

- [1] « 2004 world population data sheet », Population reference bureau (Prb), (www.prb.org).
- [2] « Bilan démographique 2004 », Bulletin Mensuel de Statistique, n° 2, et Insee Première n° 1004, février 2005, Insee.
- [3] Recensements de la population, Insee.
- [4] « Premiers résultats de la collecte de données démographiques pour 2003 en Europe », Statistiques en bref, thème Population et conditions sociales, Eurostat.

Population selon la nationalité [3]

Année de recensement	Population* milliers	Part de la population %		
		Français de naissance	Français par acquisition	Étrangers
1921	38 798	95,4	0,7	3,9
1926	40 228	93,4	0,6	6,0
1931	41 228	92,5	0,9	6,6
1936	41 183	93,4	1,3	5,3
1946	39 848	93,5	2,1	4,4
1954	42 781	93,4	2,5	4,1
1962	46 459	92,6	2,8	4,7
1968	49 655	92,1	2,7	5,3
1975	52 599	90,8	2,6	6,5
1982	54 296	90,5	2,6	6,8
1990	56 652	90,5	3,1	6,3
1999	58 521	90,4	4,0	5,6

* Population (à la date du recensement), présente jusqu'en 1946, résidente de 1954 à 1999, en France métropolitaine.

Évolution de la population [2] milliers

	Population en milieu d'année	Naissances vivantes	Décès	Excédent naturel	Solde migratoire évalué
1985	56 600	797	560	+ 236	+ 42
1990	58 171	794	535	+ 259	+ 77
1995	59 419	760	540	+ 219	+ 42
1998	60 047	769	544	+ 225	+ 50
1999	60 320	777	547	+ 229	+ 61
2000	60 667	808	541	+ 268	+ 71
2001	61 044	804	541	+ 263	+ 87
2002 p	61 425	794	544	+ 249	+ 97
2003 p	61 800	794	560	+ 234	+ 102
2004 p	62 177	797	518	+ 279	+ 108

Accroissement de la population dans l'UE en 2003* [2] [4] milliers

	Solde migratoire	Accroissement naturel	Accroissement total		Solde migratoire	Accroissement naturel	Accroissement total
Allemagne	144,9	- 143,0	1,9	Royaume-Uni	103,0	83,8	186,8
Autriche	32,3	- 0,3	32,0	Suède	28,7	6,2	34,9
Belgique	35,2	5,0	40,2	Chypre	12,9	2,6	15,5
Danemark	7,0	7,1	14,1	Estonie	- 0,4	- 5,0	- 5,4
Espagne	594,3	53,0	647,3	Hongrie	15,5	- 41,2	- 25,6
Finlande	5,8	7,6	13,4	Lettonie	- 0,8	- 11,4	- 12,3
France métropolitaine	100,0	211,5	311,5	Lituanie	- 6,3	- 10,4	- 16,7
Grèce	35,0	- 0,2	34,7	Malte	1,7	0,9	2,6
Irlande	28,3	32,7	61,0	Pologne	- 13,8	- 14,2	- 27,9
Italie	511,2	- 28,3	483,0	République tchèque	25,8	- 17,6	8,2
Luxembourg	2,1	1,3	3,3	Slovaquie	1,4	- 0,5	0,9
Pays-bas	2,8	59,6	62,4	Slovénie	3,4	- 2,0	1,4
Portugal	63,5	3,9	67,4	UE à 25	1 733,5	201,1	1 934,6

* Les données sont souvent provisoires ou estimées.

Accroissement de la population mondiale [1] %

	Taux d'accroissement naturel (mi-2004)	Projections de population 2025/2004		Taux d'accroissement naturel (mi-2004)	Projections de population 2025/2004
Europe	- 0,2	- 1	Afrique	2,4	49
Allemagne	- 0,2	- 1	Égypte	2,0	41
Autriche	0,0	4	Éthiopie	2,4	62
Belgique	0,1	4	Nigeria	2,9	50
Bulgarie	- 0,6	- 17	Rép. dém. du Congo	3,1	80
Danemark	0,1	0	Amérique du Nord	0,5	18
Espagne	0,1	2	Canada	0,3	13
Finlande	0,2	2	États-Unis	0,6	19
France métropolitaine	0,4	6	Amérique centrale	2,1	29
Grèce	0,0	- 5	Mexique	2,1	24
Irlande	0,8	10	Amérique du Sud	1,5	23
Italie	- 0,1	0	Brésil	1,3	18
Pays-Bas	- 0,4	7	Colombie	1,7	28
Portugal	0,0	- 1	Asie	1,3	23
Royaume-Uni	0,1	7	Bangladesh	2,1	45
Suède	0,1	10	Chine	0,6	14
Hongrie	- 0,4	- 12	Inde	1,7	25
Lettonie	- 0,5	- 4	Indonésie	1,6	26
Lituanie	- 0,3	3	Japon	0,1	- 5

PRÉSENTATION

En raison de l'allongement de la durée de vie, les retraités constituent actuellement la catégorie sociale la plus nombreuse : en 2004, parmi les personnes âgées de 15 ans ou plus, 3 sur 10 sont à la retraite contre 1 sur 6 en 1982.

Parmi les actifs, ce sont les employés et les ouvriers qui sont les plus nombreux : ils représentent respectivement 16,0 % et 14,1 % de l'effectif total. À l'inverse, la part des agriculteurs est la plus basse (1,4 %). Entre 2003 et 2004 le nombre d'agriculteurs diminue de 10 %, en particulier ceux des petites et moyennes exploitations. Cette baisse est plus sensible chez les hommes que chez les femmes (-12,1 % contre -5,9 %). Les agriculteurs sont aujourd'hui aussi nombreux que les chauffeurs (routiers, conducteurs d'autocar et taxis).

En 2004, 49,2 % des femmes de 15 ans ou plus sont actives contre 62,0 % des hommes. Les hommes et les femmes n'exercent pas les mêmes professions : près de la moitié des femmes actives sont employées, tandis que plus d'un tiers des hommes sont ouvriers. De fait, les métiers d'ouvriers sont occupés par des hommes dans 4 cas sur 5. Les métiers d'employés, si l'on excepte policiers et militaires, le sont par des femmes : celles-ci occupent 3 postes d'employés sur 4. La proportion de femmes parmi les professions intermédiaires est à peu près identique à celle des hommes mais les métiers exercés diffèrent : les hommes sont plutôt techniciens ou agents de maîtrise alors que les professions intermédiaires de la santé et du travail social restent des catégories plus féminines (76,1 %). De même, le secteur de l'éducation compte 67,7 % de femmes parmi les instituteurs. Les postes de cadres sont encore majoritairement occupés par des hommes (64,3 %) excepté les postes de professeurs et professions scientifiques, où la proportion de femmes prévaut légèrement. Parmi les chefs d'entreprise, on dénombre près de 6 fois plus d'hommes que de femmes [1] [2].

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Familles professionnelles – Vingt ans de métiers – Portraits statistiques 1982-2002 », Les dossiers de la Dares, La Documentation française, n° 2-2004.
- « Avenir des métiers », Commissariat général du plan, La Documentation française, 2003.

DÉFINITIONS

• **Enquête Emploi.** Réalisée par l'Insee, depuis 1950, l'enquête Emploi est la source statistique qui permet de mesurer le chômage au sens du BIT. Elle fournit aussi des données sur les professions, l'activité des femmes ou des jeunes, la durée du travail, les emplois précaires. Elle permet de mieux cerner la situation des chômeurs et les changements de situation vis à vis du travail.

Depuis 2003, l'enquête Emploi est trimestrielle et sa collecte auprès d'un échantillon de ménages, est réalisée en continu sur toutes les semaines de chaque trimestre.

• **Nomenclature des professions et des catégories socioprofessionnelles (PCS).** La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles dite PCS a remplacé, en 1982, la CSP. Elle classe la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non).

Elle comporte trois niveaux d'agrégation emboîtés :

- les groupes socioprofessionnels (8 postes) ;
- les catégories socioprofessionnelles (24 et 42 postes) ;
- les professions (486 postes).

Cette version (PCS-2003) est en vigueur depuis le 1er janvier 2003. Les premier et deuxième niveaux sont restés inchangés par rapport à la version en vigueur de 1982 à 2003.

La rénovation de 2003 a donc porté uniquement sur le troisième niveau qui comprenait 455 postes dans la version 1982. Elle a permis de regrouper des professions dont la distinction était devenue obsolète, et d'en éclater d'autres afin de tenir compte de l'apparition de nouveaux métiers ou de nouvelles fonctions transversales aux différentes activités industrielles. Il existe une version de la nomenclature des professions plus détaillée à l'usage des entreprises, dite PCS-ESE-2003.

SOURCES

- vieillesse », Premières synthèses, Dares, n° 28.1, juillet 2003.
- « La carte des professions (1982-1999) », Données sociales 2002-2003, Insee.

CATÉGORIES SOCIALES

Répartition de la population de 15 ans et plus selon la catégorie socioprofessionnelle*

Catégorie socioprofessionnelle (PCS)	2003			2004			Part tenue
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Agriculteurs exploitants	2,2	0,9	1,5	1,9	0,9	1,4	30
Agriculteurs sur petite exploitation	0,9	0,5	0,7	0,7	0,4	0,6	30
Agriculteurs sur moyenne exploitation	0,5	0,2	0,4	0,4	0,2	0,3	37
Agriculteurs sur grande exploitation	0,7	0,2	0,5	0,7	0,2	0,5	22
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	4,6	1,8	3,1	4,5	1,8	3,1	29
Artisans	2,3	0,7	1,5	2,3	0,7	1,4	24
Commerçants et assimilés	1,7	1,0	1,3	1,7	1,0	1,3	36
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	0,6	0,1	0,3	0,6	0,1	0,3	12
Cadres, professions intellectuelles supérieures	10,0	4,9	7,4	10,1	5,2	7,6	35
Professions libérales	0,9	0,5	0,7	0,9	0,5	0,7	36
Cadres de la fonction publique	0,9	0,5	0,7	0,9	0,5	0,7	37
Professeurs, professions scientifiques	1,4	1,4	1,4	1,4	1,5	1,5	52
Profession de l'information, des arts et des spectacles	0,6	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	45
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	2,7	1,4	2,1	2,6	1,6	2,1	40
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	3,4	0,6	2,0	3,7	0,6	2,1	15
Professions intermédiaires	13,3	11,1	12,2	13,4	11,4	12,4	47
Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	1,2	2,2	1,7	1,1	2,2	1,7	67
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	1,0	3,3	2,2	1,2	3,4	2,3	76
Clergé, religieux	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	5
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	1,0	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	53
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	3,8	3,8	3,8	3,9	4,0	3,9	52
Techniciens	3,9	0,5	2,1	3,9	0,6	2,2	14
Contrôleurs, agents de maîtrise	2,4	0,3	1,3	2,3	0,2	1,2	9
Employés	7,6	23,3	15,8	7,8	23,5	16,0	76
Employés civils et agents de service de la fonction publique	2,1	7,1	4,7	2,3	7,0	4,7	76
Policiers et militaires	1,9	0,2	1,0	2,0	0,2	1,1	9
Employés administratifs d'entreprise	1,5	6,6	4,1	1,3	6,3	3,9	83
Employés de commerce	1,2	3,4	2,3	1,2	3,7	2,5	76
Personnels des services directs aux particuliers	0,9	6,0	3,6	1,0	6,4	3,8	87
Ouvriers (y compris agricoles)	23,2	5,3	13,9	23,4	5,5	14,1	20
Ouvriers qualifiés de type industriel	5,6	1,0	3,2	5,3	1,0	3,1	17
Ouvriers qualifiés de type artisanal	6,0	0,6	3,2	6,1	0,6	3,2	9
Chauffeurs	2,7	0,2	1,4	2,7	0,2	1,4	7
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	2,0	0,2	1,1	2,0	0,3	1,1	12
Ouvriers non qualifiés de type industriel	3,7	1,9	2,8	3,9	1,8	2,8	33
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	2,3	1,2	1,8	2,5	1,2	1,8	34
Ouvriers agricoles	0,9	0,3	0,6	0,9	0,4	0,7	32
Retraités	25,7	32,4	29,2	26,4	33,8	30,3	58,1
Anciens agriculteurs exploitants	2,0	2,5	2,3	2,0	2,4	2,2	57
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprises	2,6	2,3	2,4	2,7	2,3	2,5	47,6
Anciens cadres	3,9	1,6	2,7	4,0	1,8	2,8	32,4
Anciennes professions intermédiaires	4,9	4,5	4,7	5,3	4,8	5,0	49,9
Anciens employés	2,7	14,4	8,8	2,7	15,2	9,2	85,9
Anciens ouvriers (y compris agricoles)	9,6	7,2	8,3	9,8	7,3	8,5	44,6
Autres sans activité professionnelle	13,3	20,0	16,8	12,4	17,9	15,3	61,0
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	1,4	1,4	1,4	0,9	0,9	0,9	52,6
Élèves ou étudiants	9,4	9,2	9,3	10,2	9,9	10,0	51,4
Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans	2,4	5,3	3,9	1,2	3,2	2,2	74,7
Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus	0,2	4,0	2,2	0,2	3,9	2,1	95,5
Effectif total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	52,0

* Résultats en moyenne annuelle en France métropolitaine.